
Les bases militaires américaines en Corée du Sud, un espace contesté : Le cas du comté de P'öngt'aek / South Korea's U.S. military camptowns as contested space: The case of P'öngt'aek County

Justine Guichard*¹

¹Centre d'études et de recherches internationales (CERI) – CNRS : UMR7050, Sciences Po – 56 rue Jacob 75006 PARIS, France

Abstract (in French and English)

Destinées à garantir la sécurité de la République de Corée dans le contexte de la division rémanente de la péninsule, les bases militaires américaines qui parsèment le territoire du Sud s'imposent paradoxalement comme des lieux de conflits depuis leur implantation au milieu des années 1950. Les enjeux liés à leur maintien et régulation n'ont pas seulement opposé les intérêts divergents des administrations américaine et sud-coréenne, mais également ceux des résidents autochtones et du personnel militaire, ainsi que des communautés rurales et autorités publiques locales. Comme l'illustre le cas du comté de P'öngt'aek qui abrite les sites du Camp Humphreys et de la Base aérienne d'Osan, ces dynamiques conflictuelles ont évolué à mesure que la transition démocratique dont la Corée du Sud a fait l'expérience à la fin des années 1980 a rendu disponible de nouveaux discours et stratégies de résistance pour les habitants de la région. Les objectifs et les formes de la contestation locale se sont ainsi profondément transformés à la faveur d'un triple phénomène : le déclin de la dépendance des résidents du comté à l'égard de l' " économie de service " greffée autour des campements (dont la prostitution), l'émergence concomitante au fil des années 1990 des mouvements anti-américain et anti-bases au sein de la société civile (lesquels se sont intensifiés en réaction à des incidents tel l'homicide accidentel de deux élèves coréennes par un tank de l'U.S. Army en 2002), et le recours au droit afin de mettre en cause les politiques actuelles de redéploiement des bases sur le territoire national (notamment à travers l'articulation constitutionnelle par les populations affectées d'un " droit à vivre en paix ").

Meant to guarantee the security of the Republic of Korea in the context of the enduring division of the peninsula, the U.S. military camptowns spread throughout the South's territory have paradoxically been a place of conflicts since their establishment in the mid-1950s. The issues raised by their maintenance and regulation have not only opposed the competing interests of the United States and the ROK administrations, but also those of Korean residents and American military personnel, as well as local rural communities and public authorities. As illustrated by the case of P'öngt'aek County, an area which hosts the sites of Camp Humphreys and Osan Air Base, these conflictual dynamics have shifted as the transition to democracy which South Korea experienced in the late 1980s made available new subversive discourses and strategies to the province's inhabitants. In particular, the aims and forms of local contestation have been profoundly redefined in relation to a triple phenomenon: the

*Speaker

declining dependency of residents on the "service economy" surrounding camptowns (including prostitution); the 1990s correlated emergence of organized anti-American and anti-base movements in civil society (which have intensified in reaction to incidents such as the accidental homicide of two schoolgirls by a U.S. tank in 2002); and the access to courts as an arena where to challenge existing bases' relocation policies on the national territory (especially through affected populations' constitutional advocacy of a "right to live peacefully").

Keywords: bases militaires, Corée, contestation locale, discours et stratégie de résistance, anti-Américanisme, mobilisation par le droit